

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-et-les-fantomes-de-l-Espagne-l-Argentine-le-Chili-et-de-la-Yougoslavie-dans-la-personne-de-Philip-Goldberg>

La Bolivie et les fantômes de l'Espagne, l'Argentine, le Chili et de la Yougoslavie dans la personne de Philip Goldberg.

- Notre Amérique -
Date de mise en ligne : lundi 3 décembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La Bolivie et le Venezuela passent par une période semblable à celle qu'ont traversé l'Espagne de la République, l'Argentine péroniste dans les années cinquante et le Chili de l'Unité Populaire.

En effet, des gouvernements populaires font face aujourd'hui à la hiérarchie catholique, aux médias d'information, à l'impérialisme, aux finances, à la plus grande partie des intellectuels, aux propriétaires fonciers, aux industriels et aux oligarchies, qui comptent comme base d'appui d'importants secteurs des classes moyennes urbaines et rurales et mobilisent des étudiants (aidés dans ceci par l'extrême gauche).

En Espagne les fascistes ont vaincu surtout parce que la droite du gouvernement légal craignait plus l'armement et l'indépendance des travailleurs que la victoire franquiste et elle n'a pas fait la réforme agraire, ni a décrété la libération des colonies, elle a désarmé les milices, a détruit le pouvoir populaire.

En Argentine, après plusieurs coups d'état mis en échec par des mobilisations populaires, la droite a imposé une série de dictatures qui a commencé en 1955 et a pris fin en 1983, parce que le président légitime, Juan Domingo Perón, militairement vaincu, avant d'appeler les soldats à désobéir aux officiers putschistes et armer les travailleurs qui le soutenaient, a préféré claudiquer et s'exiler.

Au Chili, Allende et les modérés ont fait confiance à Pinochet et aux chefs militaires et aux institutions pour empêcher tout coup d'état, et nous le connaissons le résultat.

Aujourd'hui en Bolivie et au Venezuela les classes moyennes s'opposent par tous les moyens à la démocratie. Mais ceux qui considèrent déjà comme expédié le gouvernement bolivien et qui croient qu'il n'a plus de forces pour réagir et, au Venezuela, ceux qui soutiennent ce putschiste de Baduel pour ne pas perdre le « centre », ne voient pas les différences qui existent par rapport aux échecs du passé.

D'abord, il-y-a un réveil politique massif au sein des secteurs opprimés et exploités et une radicalisation de leur lutte qui s'appuie sur les gouvernements mais elle ne dépend pas d'eux. Les paysans boliviens disent, par exemple, à l'oligarchie *cruceгна* : si vous ne reconnaissez pas les lois et la Constitution nous ferons la même chose et nous occuperons toutes les terres. Et ils soutiennent la Constitution (et, par conséquent, le gouvernement) avec leurs mobilisations massives et avec leurs quasi milices.

Or, comme les droites ne peuvent recourir -ni au Venezuela ni en Bolivie- à la légalité, elles doivent travailler à la vue de tous pour préparer un coup d'État et la guerre civile, qui sont ainsi à leur ordre du jour. Mais, puisque les classes moyennes dans les deux pays sont moins fortes que celles qui étaient en Espagne, en Argentine ou au Chili, et comme les institutions de l'État ont beaucoup moins de poids et de tradition, la réussite de cette poignée d'oligarchiques putschistes n'est d'aucune manière assurée. Notamment parce que, en outre, l'oligarchie et ses employés de la classe moyenne sont racistes, tandis que dans la police et dans les forces armées la composition ethnique est égale à celle du pays, et dans ces dernières les indigènes et les métis sont nombreux.

D'autre part, les classes dominantes sont divisées, et ce secteur craint une aventure qui pourrait lui faire tout perdre, et n'a pas des liens étroits avec l'impérialisme qu'exhibent impudiquement les dirigeants de la droite politique.

Finalement, dans les deux gouvernements il y a des secteurs décidés à résister au putsch et, par conséquent, à

avancer en s'appuyant sur les mobilisations paysannes, tandis que l'environnement latinoaméricain est hostile à un coup oligarco-impérialiste dans les deux pays.

La Constitution a été déjà approuvée. Maintenant un referendum va ouvrir le chemin à son application, à savoir, à la réforme agraire, à l'autonomie indigène opposée à la pseudo « autonomie » sécessionniste et raciste de l'oligarchie, à la construction d'un pouvoir populaire.

Soit l'oligarchie fait un putsch au Venezuela et en Bolivie, soit elle aura raté le train et permettra une réorientation des gouvernements révolutionnaires et leur reconstruction pour les nouvelles tâches politiques nationales. La clé de la situation est, donc, de mesurer avec précision le niveau de disposition politique des opprimés et de les mobiliser avec des objectifs clairs, et c'est aussi de vérifier jusqu'où arrive la division dans les forces armées pour développer dans ces dernières un secteur plébéien face aux commandements liés aux ambassades des Etats-Unis.

Philip Goldberg, l'ambassadeur des Etats-Unis en Bolivie, qui travaille avec la droite bolivienne, a été l'artisan de la division et la destruction de la Yougoslavie et sans doute maintenant fait face à une seconde option s'il n'obtenait pas de démolir le gouvernement : créer deux Bolivies, celle de l'Est, oligarchique, blanche, qui essaierait de monopoliser les richesses énergétiques, et celle des indiens et métisses des Haut Plateaux. Contre ce plan il est possible de lever une partie des classes moyennes urbaines et des forces armées en s'appuyant sur leur sentiment national et anti-impérialiste.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Estelle et Carlos Debiasi.

[La Jornada](#) . Mexique, le 2 décembre 2007.